



# CGT Finances Publiques Aveyron

## CTL du 13 janvier 2012

M. le Directeur des Finances Publiques de l'Aveyron,

2012 n'échappe pas à la règle des suppressions d'emplois ! Pire, se servant de la crise, le gouvernement n'hésite plus à présenter les fonctionnaires comme les principaux fautifs de l'explosion de la dette publique plutôt que de pointer les milliards d'exonérations patronales, les baisses d'impôts pour les hauts revenus, le renflouement scandaleux des banques sans aucune contre partie, les politiques d'austérité du patronat, des gouvernements et de l'UE, la BCE et le FMI.

Aujourd'hui, plus de 80% des mesures du plan d'austérité gouvernemental frappent les ménages les plus modestes. L'injustice continue ! Et ce n'est pas l'instauration d'une TVA « sociale » qui va réduire les inégalités, bien au contraire.

Encore une fois, les agents de la DGFIP ne sont pas épargnés, on cherche à leur faire payer la crise dont ils ne sont pas responsables ! A la DGFIP, ce sont encore 2441 emplois de moins ! Près de 25 000 emplois auront été supprimés depuis 2002 au sein des services de la DGFIP ! Le taux de non-remplacement des départs à la retraite est évalué à 65,9% pour 2012, bien au-delà une fois de plus de l'objectif gouvernemental du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite. Dans le secteur privé on appelle cela au bas mot un plan social. Au vu des conséquences sur nos missions, cela relève plus de la casse volontaire de l'outil de travail !

La majeure partie des agents A, B et C des services de base voient leurs charges de travail augmenter, leurs conditions de travail se détériorer et leur salaire et primes bloqués soit disant pour réduire la dette de l'Etat.

L'annonce de l'augmentation de 0,3% du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier, pourtant bien misérable, fait de nouveau plonger les agents débutant en dessous du seuil légal et écrase d'autant plus les grilles de salaires de la fonction publique bloqués depuis 18 mois avec un dernier généreux +0,5% au 01/07/2010 ! Encore une fois c'est le bas de l'échelle qui trinque !

La création d'un 8<sup>ème</sup> échelon en fin de carrière C avec des conditions d'accès inadmissibles montre bien le mépris de nos dirigeants pour les catégories d'exécution.

Pourtant, dans un des derniers rapports de la commission des finances de l'Assemblée Nationale, le rapporteur précisait qu'une grande partie des économies financières résultant des suppressions d'emplois au ministère des finances a été consacrée à la création de postes d'employés supérieurs et surtout à l'augmentation significative de leur rémunération.

Tout cela contribue à démotiver voire à dégoûter une fois de plus les agents qui ne comprennent pas la logique managériale de l'administration.

En Aveyron, 8 emplois sont supprimés, on dirait presque « seulement ! » en comparaison des 17 suppressions de 2011, mais c'est le cumul des suppressions qui s'avère inacceptable : une soixantaine d'emplois de catégorie C rayée des effectifs depuis 2009. Il n'en restera plus que 160 en 2012 ! 29% des agents C ont disparu en 4 ans !

Il faut également dire un mot du cynisme du « plan de qualification ». Il consiste notamment à transformer des postes de catégorie C en postes de catégorie B, ce qui pourrait relever de la reconnaissance des qualifications des agents. Mais ces nouveaux postes B sont eux même supprimés au titre de ce qu'on doit aujourd'hui appeler « l'effort de guerre ».

Surfant sur le contexte de crise, le ton de la DGFIP est devenu décomplexé et provocateur. Décomplexé, parce qu'il ne s'agit même plus de justifier ces nouvelles suppressions par de prétendus gains de productivité ! Provocateur, parce que le Directeur adjoint Philippe Rambal considère que la règle gouvernementale du non-remplacement d'un départ sur deux est protectrice pour nos services !

Contribution proportionnelle, gains de productivité (fléchés et diffus), correctifs (métiers, environnementaux), ajustement de soutenabilité, tels sont les éléments du nouveau jargon accompagnant la mise en place du nouvel outil de calcul des emplois MAGERFIP (substitut de l'outil d'efficience et de l'Outil Répartition Emplois).

En définitive, il ne s'agit plus de considérer les moyens nécessaires à dégager pour l'accomplissement des missions mais de dépouiller purement et simplement les services publics et en premier chef notre administration ! Et débrouillez-vous avec ce qu'il reste !

Nous avons maintes fois dénoncé les conséquences dans l'accomplissement de nos missions, les conditions de travail, et en terme de coût humain. Aujourd'hui certaines missions ne sont plus accomplies, les services de proximité ferment peu à peu, les services sont livrés à eux même au gré des lois de finances rectificatives, des changements de taux de TVA incompréhensibles. Les agents doivent faire face à un empilement de logiciels non aboutis qui alourdit leur travail, se retrouvent souvent, par manque de moyens et de soutien, démunis pour renseigner des contribuables exigeants, voire intolérants qui ne comprennent pas et n'acceptent pas la dégradation du service rendu.

Comment, en qualité de responsable des services pouvez vous justifier la suppression de 29% des agents de catégorie C ? Ce ne sont pas les pseudo plan de requalification qui changent la donne ! Comment pouvez vous expliquer qu'il y ait actuellement trop d'agents dans le département ?

La CGT Finances Publiques refuse le massacre de notre service public et de l'administration fiscale, comptable et foncière. Nous refusons la souffrance dans laquelle plongent nombre de nos collègues devant l'impossibilité d'accomplir pleinement et de manière satisfaisante leurs missions.

La CGT Finances Publiques appelle l'ensemble des agents à se réunir pour débattre de la défense de leur emploi, de leurs conditions de travail, de leurs salaires et au-delà pour exiger de ne pas payer la crise.

La CGT Finances Publiques entend mettre tout en œuvre, dans l'unité syndicale la plus large possible, pour créer les conditions d'une forte mobilisation lors de la journée de grève à la DGFIP le 2 février 2012.

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques de l'Aveyron ne siègera pas à ce Comité Technique Local.